

Objektyp: **TableOfContent**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1973)**

Heft 241

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

J.A. 1000 Lausanne

Hebdomadaire romand
No 241 20 septembre 1973
Dixième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 33 francs
jusqu'à fin 1973: 12 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 1047
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021/22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:

Eric Baier
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley
Jean-Claude Favez
Gilbert Rist

241

Le chagrin et la pitié, la colère surtout

24 avril 1971. Les élections municipales chiliennes, vingt jours auparavant, ont donné 49,75 % des suffrages exprimés à l'Unité populaire. Le « New Yorker » publie une caricature: deux hommes d'âge mûr, visiblement fortunés, lisent le journal dans un salon. L'un d'eux, indigné, lève la tête et s'exclame: « Si un communiste peut gagner une élection libre, j'affirme qu'il y a quelque chose qui ne joue pas avec les élections libres! ». Et dans ce cas, il faut trouver autre chose. Autre chose, c'est-à-dire les étapes qui, depuis l'élection d'Allende jusqu'à son assassinat, ont marqué l'intensification de la lutte des classes, au Chili (voir dossier en pages 2 et 3).

La droite chilienne, enfermant l'Unité populaire dans une exigence permanente de légalité, défi accepté et relevé avec une rare intelligence par les gouvernements qui se succèdent depuis trois ans à Santiago, aussi habiles sur ce terrain que leurs adversaires, se permettait de recourir aux actions illégales. C'est surtout après que les élections législatives de mars 1973 eurent montré une consolidation des positions de la gauche que ses ennemis, désespérés de la légalité bourgeoise, prirent l'initiative de la guerre civile.

Voilà trois mois au moins que se multiplient les attentats (128 entre le 1er juillet et le 6 août), voilà deux mois et demi que des forces armées fouillent les usines et les écoles à la recherche d'armes; c'est également dans l'atmosphère du coup d'Etat manqué du 29 juin que des unités de marine loyales sont désarmées par leurs officiers, que des soldats et des sous-officiers sont arrêtés, battus, ou harangués et menacés par ceux dont la glorieuse devise est aujourd'hui diffusée par la radio rebelle: « Ordre, discipline et hiérarchie » (le Brésil n'avait jamais osé effacer le progrès de son drapeau, ni même Vichy, friand des triplets inscrits en lettres d'or aux frontons), ces trois mots empruntés au seul vocabulaire des militaires.

A l'heure où nous écrivons, la résistance se poursuit et s'organise. Elle nous concerne tout autant que nous concernait cette tentative d'ouvrir une voie pacifique vers le socialisme. Non pas que la guerre civile soit un processus sans risque pour la société à reconstruire sur ses ruines, et que l'on puisse en attendre quelque progrès, mais parce qu'il importe de sauver ce qui a été acquis par trois ans d'unité populaire: la prise des richesses nationales, la redistribution des ressources, les amorces d'un contrôle populaire de la production industrielle et agricole, la créativité artistique, la dynamisation des organisations scolaires et médicales, la protection de l'environnement, pour ne citer que ces exemples.

L'échec n'est pas à exclure, qui en appelle alors à notre solidarité. Car la terreur blanche, alors, sera à l'image des premières exécutions perpétrées par les insurgés: atroce, générale, de sang-froid. Les massacres seront, à n'en pas douter, proportionnels au chemin parcouru par ce pays depuis novembre 1970, chemin qu'aucun pays au monde n'a suivi aussi loin, partant d'aussi bas pour être arrêté en pleine course.

Un des marins torturé pour son loyalisme, il y a plus d'un mois déjà, craignait que le Chili vive bientôt une « solution » à l'indonésienne.

Notre solidarité active avec les victimes de la répression, la mise au ban des putschistes, la mise en évidence des responsabilités étrangères, et l'analyse du capitalisme sauvage dans les pays en voie de développement (sauvage, mais dirigé depuis des centres européens et nord-américains), notre colère, enfin, sauront surmonter le chagrin et la pitié.

Dans ce numéro: la manif Portugal — Jura: le compte à rebours est commencé — La VPOD s'oppose fermement à tout blocage des salaires.